

Brochure n° 3029

Convention collective nationale

IDCC : 493. – **VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS,
SIROPS, SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

■ *Journal officiel* du 17 novembre 2009

**Arrêté du 5 novembre 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits,
sirops, spiritueux et liqueurs de France (n° 493)**

NOR : MTST0926558A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
12 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale des
vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du
13 février 1969 ainsi que des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 13 du 17 juillet 2009, relatif aux salaires, à l'annexe IV
de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du

13 février 1969, tel que modifié par les avenants n° 34 du 16 décembre 1993 et n° 36 du 1^{er} décembre 1994, les dispositions de l'avenant n° 13 du 17 juillet 2009, relatif aux salaires, à l'annexe IV de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBRELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/39, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.